

Cécile Duflot chez Oxfam, Thomas Piketty chez Hamon : pourquoi il est urgent que les libéraux et la droite se saisissent eux-aussi de la question des inégalités



Alors que Cécile Duflot a annoncé jeudi rejoindre la direction de l'ONG Oxfam France, connu notamment pour ses travaux concernant les inégalités, la droite et les libéraux s'emparent peu de cette thématique, pourtant primordiale.

Avec Mathieu Mucherie

Avec Edouard Husson

Atlantico : L'ONG OXFAM, médiatisée largement pour ses travaux concernant les inégalités, vient de nommer Cécile Duflot à la tête de son antenne française. Autre figure de la question des inégalités, Thomas Piketty avait rejoint le candidat Benoît Hamon pendant la campagne électorale de 2017. Comment la droite et les libéraux pourraient-ils s'emparer d'une thématique aussi importante politiquement que celle des inégalités, en ne laissant pas le terrain à des personnalités parfois contestées et aux propositions parfois perçues comme contre-productives ? En quoi le libéralisme peut-il être légitime sur une telle question ?

Mathieu Mucherie : Les libéraux ont des choses à dire sur le sujet, des choses contre-intuitives et peu répandues dans le débat public franco-hexagonal. D'abord, une vision dépassionnée de ce qui constitue la norme implicite de tous ceux qui se focalisent sur les inégalités, à savoir l'égalité. « *L'égalité, notre passion naturelle, est magnifique dans les grands cœurs, mais pour les âmes étroites c'est tout simplement de l'envie* » (c'est de Chateaubriand, mais cette citation ressemble à du Tocqueville, à du Smith, à du Madison, et, hum, à du Hume). Réduire les inégalités ne se fait pas sans coûts, peut entraver les incitations, et peut aussi toucher à certaines inégalités qui ne sont pas injustes. Dans le débat franco-pikettyste, ces trois dernières lignes sont déjà anathèmes... Ensuite, les libéraux peuvent débusquer (c'est leur côté hérésiarque, coquin et dissident) tout un tas de poncifs, de pièges statistiques et de lieux communs qui polluent tant la mesure des inégalités que les préconisations de politique économique. Par exemple, la mesure des revenus des ménages par les quintiles, alors qu'il n'y a pas le même nombre de personnes dans lesdits quintiles (ce n'est JAMAIS précisé par Oxfam et les autres militants de gauche). Par exemple, le serpent de mer de la formation, ce mantra des économistes normaliens spécialisés dans les inégalités qui n'ont jamais connu de grandes difficultés scolaires et qui se figurent qu'avec plus de profs on va corriger les effets des robots, des migrants, des forces démographiques et des maléfiques déflationnistes de la BCE. Si seulement... Par exemple, les brouets d'eau tiède des bidouilleurs fiscaux qui s'imaginent que des modifications de taux marginaux supérieurs de l'IR vont être déterminants sur ce sujet, alors qu'à mon humble avis, quand je regarde ci-dessous les chiffres (chiffres de Piketty lui-même,) je vois une très forte corrélation internationale, et depuis longtemps, signe que l'on peut déverser toute une idéologie et voter pour qui on veut mais que des régimes divers aboutissent *de facto* à peu près aux mêmes modes fiscaux, et aux mêmes résultats, sans quoi d'ailleurs un plus grand nombre d'agents voteraient avec leurs pieds (plutôt que de voter comme des pieds) :

Enfin et surtout, les libéraux peuvent proposer des solutions stimulantes face aux inégalités « traditionnelles » liées au cycle économique ou aux nouvelles inégalités qui sont dites « fractales », et qui vont proliférer en cas de disruption technologique ou de bouleversement démographique. Des solutions plus malines que la taxation des GAFAM ou les lamentations sur l'oubli de la France périphérique. Les lecteurs réguliers d'Atlantico depuis 6 ans savent que j'aime bien l'idée judéo-chrétienne (très oubliée de nos jours par les gens qui se disent juifs ou chrétiens, passons...) de remise des dettes, de jubilé, en un mot la congélation/annulation de certaines dettes dans les bilans des banques centrales (comme le fait déjà la Banque du Japon à sa façon, on pourrait faire plus et mieux), ou au moins une monétisation des déficits comme le préconisait Milton Friedman dans son article 1948 (les mélanchonnistes n'ont rien inventé, Varoufakis est un centriste et Frédéric Lordon un giscardien). C'est très libéral au fond : concentration sur l'avenir et non sur les boulets à la Sisyphe du passé, utilisation de nos marges de manœuvre monétaires (puisque l'inflation n'est plus), souci de ne pas passer par les grandes tuyauteries percées du keynésianisme budgétaire. Et, en plus, on respecte la doctrine sociale de l'Eglise, que demander de plus ? Une autre voie, amusante et libérale (mais, reconnaissons-le, moins charitable envers nos frères humains), est celle de Jean-Philippe Vincent, l'immigration payante. Souvent, les analystes sous-estiment le rôle de ce facteur politiquement incorrect dans la dispersion des revenus, et en parallèle ils sous-estiment le pouvoir des mécanismes de marché ; mettre un prix serait pourtant mieux, à tout point de vue, serait plus transparent et, accessoirement, rapporterait bien plus qu'une pseudo-taxe sur les transactions financières. Vous ne lirez jamais cela chez Piketty, ah ça non. Encore une autre idée, qui découle des travaux de Glaeser et de tous ceux qui ont étudié la dernière crise, consisterait à s'occuper des restrictions foncières, qui entravent la mobilité du facteur travail et qui constituent des inégalités en elles-mêmes avant de frapper insidieusement toute la collectivité (bulles financières, cloisonnement social, etc.). Mais il faudrait pour cela marcher sur les bobos, sur les adeptes du nymbisme et autres pseudo-écologistes, sur les margoulins de l'immobilier et sur leurs tenanciers, les politiques, alors... le combat sera long, regardez le « débat » actuel sur l'encadrement des loyers, et souvenez vous que l'article de Stigler et Friedman sur ce secteur va fêter son 70^e anniversaire

(PS : notez que les économistes américains de gauche, genre Krugman, ont bien conscience du problème, citent Glaeser et font le lien avec certaines dérives financières et populistes, alors que les économistes français de gauche sont bien silencieux sur le sujet ; peut-être bénéficient-ils de certains dispositifs de soutien à l'immobilité, allez savoir).

Edouard Husson : Nous avons vécu longtemps sur une confusion. Le libéralisme n'est pas un mouvement de droite. Il y a, à droite, une pensée de la libre initiative et de l'entrepreneuriat, mais elle est insérée dans une pensée de la société et des institutions politiques. Il fut un temps, au milieu du XX^e siècle, où la gauche était devenue si étatiste que la droite apparaissait seule à défendre l'entreprise, la propriété et la modération de l'impôt. En fait, la gauche passe alternativement d'une exaltation de l'individualisme à celle d'un Etat capable de modérer les effets d'un individualisme incontrôlé. La droite croit que la nature humaine et la société sont des réalités ; l'homme a besoin de liberté mais il est aussi pris dans un enchevêtrement de liens, hérités ou créés au fur et à mesure de son existence. Le marché pur n'existe pas ; le forum des échanges économiques est pris dans un cadre plus vaste. Voilà pourquoi la droite ne peut pas rester indifférente à la croissance des inégalités ni aux enjeux de la redistribution. C'est la révolution qui casse les solidarités ouvrières au nom du libéralisme ; et c'est le catholicisme social qui ramène, dès les années 1830, la question de la protection des ouvriers sur le devant de la scène politique, avant que le socialisme ne le fasse. En Allemagne, Bismarck, homme de droite s'il en fut, crée les premières caisses de retraite. De Gaulle est l'homme de la participation, c'est-à-dire de l'intéressement des salariés au capital de leur entreprise. Il y a bien eu une rupture avec le sarkozysme, largement indifférent à la question des inégalités. Mais Macron a ramené le libéralisme à gauche ; il est temps d'inventer un nouveau conservatisme français, au sens de Chateaubriand, d'Ozanam, d'Albert de Mun ou d'Hubert Lyautey.

Alors que le traitement de la question des inégalités est régulièrement analysé à gauche de l'échiquier politique, comme étant exclusivement une question de redistribution, qu'est ce que la théorie libérale pourrait apporter sur le terrain de la croissance ou du plein emploi ?

Mathieu Mucherie : Le plein emploi, je ne sais pas, c'est un concept vague et passablement soviétique pour un lecteur de Rueff ou de Lucas. Sur le terrain de la croissance, par contre, les libéraux ont quelques idées. Commençons par éviter les crises évitables, ce sera toujours ça de chômeurs conjoncturels (dont on sait qu'ils deviennent vite des chômeurs structurels) en moins. Faut-il revenir pour la 200^e fois dans ces colonnes sur la nécessité d'une stabilisation de l'activité globale via une règle de PIB nominal imposée à nos chers banquiers centraux ? Faut-il démontrer le caractère libéral d'une telle règle en zone euro pour un acteur indépendant et omnipotent dont les tendances discrétionnaires et diversionnistes trouvent à s'exercer chaque jour ? Faut-il rappeler que Friedman et de nombreux auteurs libéraux ont supplié des décennies durant pour une règle au fond comparable à celle de Scott Sumner et totalement conforme avec l'esprit et la lettre des traités européens ? Faut-il préciser que cette règle nous aurait permis de ne pas attendre la sortie de crise (par le *quantitative easing*) pendant 7 ans, au lieu de 7 mois pour les anglo-saxons et 7 semaines pour les chinois ? Faut-il vous faire un dessin sur les dégâts sociaux et sociétaux engendrés par un acteur qui peut interpréter à sa guise la cible d'inflation de 2%/an, et qui peut exclure tel ou tel pays de son programme d'achat ou de son guichet, à sa guise, et qui peut monter ses taux en 2008 et en 2011 en toute impunité ? Qu'on ne me parle pas de « volonté de contenir les inégalités et les injustices » dans une zone où les pouvoirs économiques ont été confiés à des non-économistes, à des irresponsables institutionnels sauf devant les autorités allemandes, le tout avec les pires dispositifs de gouvernance et de transparence que l'on puisse imaginer, et pour qui la hausse du chômage est un moyen de mieux canaliser l'inflation, et pour qui la montée partout des partis extrêmes signifie un renforcement de la centralité c'est-à-dire de l'impunité.

Et si vous tenez absolument à agir par la fiscalité, plutôt que par la dépense, alors un libéral vous recommandera de viser la consommation plutôt que le capital, et le capital installé plutôt que le capital en voie de constitution, en un mot les rentiers plutôt que les entrepreneurs, les montagnes de *cash* qui s'empilent dans les firmes sans idées plutôt que les créateurs, et au pire les boîtes qui crachent de gros dividendes plutôt que celles qui investissent. La encore, mieux vaudrait passer par la politique monétaire, via les taux négatifs par exemple, mais comme les gens de la BCE ne veulent pas se fâcher avec leurs objets de régulation, leurs anciens ou futurs employeurs, leurs clientes, leurs canaux de transmission, leurs lobbyistes certains acteurs économiques essentiels, si vous tenez vraiment à canaliser les inégalités par une technologie assez peu efficace, alors tapez en priorité les rachats d'actions, qui sont malthusiens par essence, plutôt que les émissions et les achats d'actions. Je ne vise personne en particulier puisque cela concerne 80% du CAC40, et à peu près tous nos responsables politiques et administratifs du dernier demi-siècle.

Concernant les défis à venir, notamment sur les questions relatives à l'automatisation ou à la robotisation, quelles sont les solutions qui pourraient être développées pour offrir une réponse à ceux qui, nombreux dans les pays occidentaux, en ont été les victimes au cours de ces dernières années ?

Mathieu Mucherie : Je pense plutôt aux futures victimes, qui en cas de disruptions massives (AI + 5G + Musk), seront légion. En 1990, les 3 grands de Detroit ont une capitalisation boursière totale de 40 milliards de dollars pour 1,2 millions de salariés ; de nos jours, 3 grands de la Silicon Valley valent plus de 1500 milliards pour... moins de 200 000 salariés. Et ce n'est qu'un début. La prévision de Leontieff en 1983 (le facteur travail connaîtra le destin des chevaux) pourrait s'accomplir, d'ici peu de temps. Et ce ne sont pas les petits bricolages fiscaux de Piketty et de tant d'autres qui permettront de faire face à un quart de la population devenu subitement inutile du point de vue de la production, irréversiblement, et avec des conséquences déflationnistes majeures pour le plus gros du reste de la population. Là, les libéraux ont des choses à dire, et je me limite ici à une vieille idée de Friedman déformée par nos politicards et par Benoit Hamon en particulier : l'allocation universelle.

L'idée d'une dotation de survie sans discrimination appartient à l'héritage chrétien et, plus prosaïquement, à la boîte à outils des néoclassiques. Il est logique de garantir un filet de sécurité à tous de façon à ce que les transactions et les apprentissages puissent se faire sans trop de chantage ou de contrainte, et il est logique d'indemniser les chômeurs puisqu'après tout ils rendent un service, par leur file d'attente, aux patrons ; et tout service mérite salaire. Chez Friedman, en plus, il y a l'idée de nettoyer la foutitude de mécanismes d'aides ou d'intervention qui, par sédimentation bureaucratique ou par clientélisme, ont proliféré au point de rendre illisible non seulement notre système social mais en fait tout l'ordre social, attisant une concurrence victimaire détestable et générant des organismes spécialisés dans la recherche de rentes et merveilleusement adaptés pour la captation de ressources publiques : donc, une allocation pour remplacer toutes les autres, une allocation transparente discutée régulièrement et ouvertement au Parlement, une allocation, et ensuite que les meilleurs gagnent, pas une allocation à la Hamon plus 450 mécanismes survivants d'aides au logement, d'aides aux vieux, d'aides aux jeunes, d'aides aux DOM-TOM, etc. Une allocation universelle, friedmanienne, pas spartiate du tout mais qui ne brise pas la structure des incitations, et ensuite on se passe du gros des organismes parasites et de leurs lobbying de l'ombre pour une dérive continue des finances publiques comme un chien crevé au fil de l'eau. Et, ajouterais-je pour faire le lien avec mon dada traditionnel : une allocation financée par de la création monétaire pure tant que l'inflation reste sous le radar ; du moins, dans un monde idéal où les élus de la Nation pourraient avoir assez de courage et de sens des proportions pour chercher à influencer un peu ce qui se passe à Francfort.

Jusqu'ici, cette histoire d'allocation universelle de faisait pas partie de mon *top10* des idées prioritaires, vues les objections traditionnelles (*alea moral* plus ou moins hypocrite, risque d'extension du dispositif « à la suédoise », syndrome dit du surfeur de Malibu, risque de financement par des impôts distordants, etc.) ; et puis, je croyais naïvement que nous allions vers un monde Japonais (chômage à 2,8%), déprimant mais lent et au fond assez prévisible. C'est Elon Musk, de par ses œuvres concrètes et ses réflexions sur l'intelligence artificielle, qui commence à me faire changer de point de vue (cf ma dernière chronique dans Atlantico, sur la façon dont l'Europe spatiale a été atomisée en moins d'une décennie en dépit de la force de ses positions, du talent des ingénieurs de l'Ariane 6, etc.). Pensez que 1,5 millions d'américains et autant d'européens sont chauffeurs de poids lourds. Si l'ordinateur prend le contrôle des véhicules (et je ne vois pas comment s'y opposer, si cela est possible, quand on voit le temps perdu au volant par plusieurs milliards d'individus), ces conducteurs vont ressembler à ceux qui s'occupaient des chevaux au début du XXe siècle, et ils ne seront pas les seuls, et on ne pourra pas faire de toutes ces victimes des nounous pour riches ou des ingénieurs spécialisés dans les algorithmes. Le temps est venu de reconnaître que les machines battent les hommes aux jeux, qu'elles apprennent, vite et plus vite que les spécialistes les plus enthousiastes ne le croyaient, et que le scénario d'une perte massive et soudaine d'utilité productive des humains n'est plus de la science-fiction, et qu'il ne concerne pas que les Bac -3 tranquillement méprisés par les élites urbaines.

Il faudra peut-être payer pour travailler, dans le futur, et au moins saluer son poste comme une chance ou un privilège ou un titre de noblesse, dans un futur très proche. C'est ici que l'allocation universelle va prendre sa force, son regain de légitimité, et je l'espère son envol, si l'on veut éviter des révolutions, du luddisme ou un gros malaise dans la civilisation. Car l'allocation sentait le souffre dans une époque comme celle de Friedman, l'Amérique du plein emploi des 30 glorieuses. Encore aujourd'hui, même en expliquant qu'elle vise à se substituer aux 500 milliards d'euros/an d'aides diverses en France, elle provoque bien des ricanements, et pas seulement chez les riches ou à Bercy. Mais quand Jean-Michel, Bac+5 dans un établissement financier, va se faire remplacer par du *machine learning*, quand Marie-Béatrice, Bac +8 au bloc opératoire, va se trouver un peu de trop en compagnie d'un robot-laser plus précis que dans Élysium, et dispo 24h/24, il se pourrait que les choses changent, et vite : l'allocation ne sera plus suspectée de concerner uniquement des loosers et des profiteurs.

Une réplique des *Dents de la mer* me vient à l'esprit : « Vous allez avoir besoin d'un plus grand bateau ». Mieux vaut prévoir dès aujourd'hui ce vaste filet, ce plan B, et pas un méga-RMI à la française : un vrai mécanisme bien financé et bien pensé, à long terme, pour la paix civile. Et un mécanisme cohérent avec notre politique migratoire, soit dit en passant (encore un héritage de Milton Friedman : on peut avoir un Etat Providence généreux ou des frontières ouvertes aux flux de personnes, pas longtemps les deux). Les économistes sont bien équipés pour un tel débat et une telle entreprise, ils gardent leur sang froid face aux tentations protectionnistes ou luddistes, ils ne découvrent pas le sujet comme nos médias (ces grossisseurs d'opinions) tantôt fascinés tantôt révoltés à propos des effets du progrès technique, ils ont de bons auteurs sur l'intelligence artificielle et sur les plateformes (Erik Brynjolfsson en particulier), et quand ils sont libéraux (ce qui est le plus souvent le cas en dehors de la France) ils se soucient plus des résultats que des intentions sur les questions sociales. Les écouteras-tu, ou écouteras-tu le ron-ron bien-pensant et bien-au-chaud ?